

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE SUIVI DES SEDIMENTS PORTUAIRES DU PORT DU MORIN

ENTRE

Le Service Eau, Risques et Nature de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Représenté par M. COUBARTIEU Grégory, Chef du Service Eau, Risques et Nature.

ci-après dénommé le "SERN"

D'UNE PART,

ET

La Commune de l'Epine
Représentée par M. CHANTOIN Dominique, Maire de l'Epine

Ci-après dénommé la "Commune de l'Epine"

D'AUTRE PART,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention vise l'évaluation et l'évolution de la qualité des sédiments du bassin portuaire du port du Morin à l'Epine et, à partir des résultats obtenus, de mesurer l'impact de ces installations portuaires sur les usages du milieu.

Cette surveillance s'inscrit dans le REPOM (Réseau de surveillance des Ports Maritimes). Ce réseau, créé en 1997 par la Direction de l'Eau et de la Biodiversité du Ministère de l'Environnement de l'Énergie et de la Mer, s'appuie sur les Services Police de l'Eau.

Ce réseau permet notamment au Ministère en charge de l'Écologie de répondre aux obligations du programme de surveillance de DCSMM (Directive Cadre de la Stratégie pour le Milieu Marin), ainsi qu'aux engagements pris lors du Grenelle de la Mer. Il permet également d'apporter des données fiables pour l'évaluation des impacts des immersions sur le milieu marin et la définition au niveau international des « normes » relatives à l'élimination des déblais de dragage.

Le SERN et la Commune de l'Epine décident donc de s'associer pour le suivi de la qualité des sédiments portuaires du port du Morin.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Le réseau de suivi de la qualité des sédiments portuaires est constitué de la manière suivante :

- Une campagne de prélèvements annuelle, de préférence avant la saison estivale, de 6 sous-échantillons répartis sur le bassin portuaire (Cf. plan d'échantillonnage)
- les analyses réalisées par un laboratoire agréé sur un échantillon moyen réalisé à partir des sous-échantillons

Le SERN est chargé :

- De coordonner et assurer les campagnes de prélèvements ;
- De lancer une consultation annuelle pour désigner le laboratoire qui réalisera les analyses ;
- D'alimenter la base QUADRIGE2 via l'outil QUADRISPEL;
- Du financement d'une partie des analyses :
→ analyses sur les sous-échantillons lorsqu'un paramètre analysé sur l'échantillon moyen dépasse le seuil N2 .

La Commune de l'Epine est chargée :

- Du financement des analyses réalisées sur l'échantillon moyen :
→ paramètres pour lesquels il existe une grille d'interprétation (seuils N1 et N2) ;

L'évolution du programme technique d'une année sur l'autre pourra être discutée en tant que de besoin à l'occasion d'un point annuel organisé entre les deux partenaires.

ARTICLE 3 – PROPRIETE ET EXPLOITATION DES RESULTATS

Les données financées dans le cadre de cette convention sont la propriété de chaque partie. Néanmoins les deux parties contractantes pourront utiliser l'ensemble des données, en affichant la participation de l'autre partie.

Le SERN pourra utiliser ses données pour ces propres synthèses et publications, qu'elle communiquera au gestionnaire. Elle pourra aussi les intégrer au niveau national (base de données IFREMER :QUADRIGE 2 via QUADISPEL) et au niveau départemental dans l'observatoire des eaux littorales piloté par le Conseil Départemental de la Vendée.

ARTICLE 5 – DUREE

La présente convention est valable pour un an à dater du jour de son entrée en vigueur, et est renouvelable par tacite reconduction chaque année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre partie trois mois avant la fin de l'année en cours.

ARTICLE 6 – MODIFICATION ET RESILIATION

Toute modification des termes de la présente convention, doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, en particulier en cas de non-respect des dispositions contractuelles. La résiliation interviendra par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre vaut mise en demeure de la partie n'ayant pas respecté ses obligations. Si la mise en demeure reste sans effet, la résiliation prend effet dans un délai de 30 jours suivant la réception de la lettre.


ARTICLE 7 – CONFLITS

En cas de litiges sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les Tribunaux français compétents seront saisis.

Fait à la Roche-Sivon, le **27 MARS 2018**

Pour le SERN
Le Chef de Service
Monsieur Grégory COUBARTIEU



Pour la Commune de l'Epine
Le Maire de l'Epine

Monsieur Dominique CHANTOIN

